



FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

APPEL A PROJETS 2024

Cette demande de subvention une fois complétée constitue, avec les justificatifs joints, le dossier unique de demande de subvention pour l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie.

Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement la notice d'information. Veuillez en transmettre un exemplaire original à l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie (en format papier et/ou électronique) et en conserver un exemplaire.

Pour compléter ce document, il vous est conseillé d'utiliser sa forme électronique, ce qui vous permettra d'élargir les champs à compléter (document Word) en cas de besoin, ou de rajouter des lignes de dépenses (document Excel). Il est en revanche strictement interdit d'ajouter ou de supprimer des champs ou des postes de dépenses non prévus.

Afin de remplir ce formulaire, des indications sont données dans chaque rubrique.

Date de début de l'appel à projets : 25 janvier 2024

Date limite de réception des dossiers : 25 avril 2024

Date limite de réception des dossiers complets : 8 juin 2024

Date de sélection définitive des projets : 6 mois¹ après la date limite de réception des candidatures

ATTENTION :

- **Toute opération démarrée avant la date d'autorisation de commencement des travaux rend la dépense concernée ou le projet inéligible.**
- **Le récépissé de dépôt du dossier ne vaut pas acceptation de subvention par l'autorité de gestion.**

Cadre réservé à l'instruction du dossier

Date de réception : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de réception de dossier complet : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de dossier Chef de file coordonnateur _____
N° de dossier Partenaire 1 _____
N° de dossier Partenaire 2 _____
N° de dossier Partenaire 3 _____
N° de dossier Partenaire 4 _____
N° de dossier Partenaire 5 _____

Raison sociale : _____
Raison sociale : _____
Raison sociale : _____
Raison sociale : _____
Raison sociale : _____

INTITULE DU PROJET (ACRONYME ET INTITULE COMPLET) :

¹ Sous réserve d'une mise à jour de la réglementation concernée (régimes des aides d'Etat, règle des minimis,...) et d'une validation des lauréats au présent AAP par la CDPENAF.

IDENTIFICATION DES DEMANDEURS

• Chef de file coordonnateur

STATUT JURIDIQUE :

N° SIRET :

N° RNA (pour les associations) :

RAISON SOCIALE :

Adresse :

Code postal :

Commune :

☎ :

Mail :

REPRÉSENTANT LÉGAL

NOM Prénom :

TITRE :

CHEF DE PROJET :

NOM Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Fonction du chef du projet :

☎ :

Mail :

Régime TVA :

Assujetti

Non assujetti

Partiellement assujetti

Veuillez indiquer ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette subvention

|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_|

• Partenaire 1

STATUT JURIDIQUE :

N° SIRET :

N° RNA (pour les associations) :

RAISON SOCIALE :

Adresse :

Code postal :

Commune :

☎ :

Mail :

REPRÉSENTANT LÉGAL

NOM Prénom :

TITRE :

CHEF DE PROJET :

NOM Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Fonction du chef du projet :

☎ :

Mail :

Régime TVA :

Assujetti

Non assujetti

Partiellement assujetti

Veuillez indiquer ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette subvention


|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_|

• Partenaire 2


STATUT JURIDIQUE :
N° SIRET :
N° RNA (pour les associations) :
RAISON SOCIALE :

Adresse :

Code postal : Commune :

 : Mail :

REPRÉSENTANT LÉGAL
NOM Prénom :
TITRE :

CHEF DE PROJET :
NOM Prénom :
Adresse :
Code postal : Commune :
Fonction du chef du projet :
 : Mail :
Régime TVA : Assujetti Non assujetti Partiellement assujetti

Veuillez indiquer ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette subvention


 |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

• Partenaire 3


STATUT JURIDIQUE :
N° SIRET :
N° RNA (pour les associations) :
RAISON SOCIALE :

Adresse :

Code postal : Commune :

 : Mail :

REPRÉSENTANT LÉGAL
NOM Prénom :
TITRE :

CHEF DE PROJET :
NOM Prénom :
Adresse :
Code postal : Commune :
Fonction du chef du projet :
 : Mail :
Régime TVA : Assujetti Non assujetti Partiellement assujetti

Veuillez indiquer ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette subvention

 |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

LOCALISATION DU PROJET

Dans quel périmètre géographique le projet se déroule-t-il ?
(Citez le(s) département(s) concerné(s), les communes concernées ou la zone géographique d'impact)

Quelle est l'implantation géographique des bénéficiaires finaux du projet ?
(Citez le(s) département(s) concerné(s) ou les communes concernées. Joindre si possible une annexe cartographique)

CALENDRIER PREVISIONNEL DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : |_ _|/|_ _|/|_ _ _ _| (jour, mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : |_ _|/|_ _|/|_ _ _ _| (jour, mois, année)

Durée du projet : _____ (mois)

PRESENTATION GENERALE DE VOTRE PROJET :

Descriptif des objectifs du projet :

Préciser dans ce champ la finalité de l'action et de quelle façon le projet s'inscrit au sein des enjeux définis dans l'appel à projets, en particulier les modalités de recréation de valeur ajoutée agricole. Indiquer en quoi le projet a une dimension collective.

Principaux résultats finaux / escomptés :

Principales recommandations pratiques :

Expliquer la plus-value apportée à l'utilisateur final, puis de quelle façon la profession agricole et les collectivités locales pourront bénéficier du projet.

PRESENTATION DETAILLEE DES ACTIVITES DU PROJET

Détail des actions (contenu, calendrier de réalisation, résultat, indicateurs de suivi du projet)				
Phase/Étape	Contenu de l'action	Date de début et de fin	Résultats attendus / livrables	Indicateurs de suivi et de réalisation

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES REQUISES Oui Non

(Exemples d'autorisations : permis de construire, etc.)

Autorisations obtenues et date d'obtention	Autorisations restant à obtenir et date prévisionnelle d'obtention
Autorisation 1 : _ _ / _ _ / _ _ _ _ (jour, mois, année)	Autorisation 1 : _ _ / _ _ / _ _ _ _ (jour, mois, année)
Autorisation 2 : _ _ / _ _ / _ _ _ _	Autorisation 2 : _ _ / _ _ / _ _ _ _
Autorisation 3 : _ _ / _ _ / _ _ _ _	Autorisation 3 : _ _ / _ _ / _ _ _ _

CARACTÉRISTIQUES DE VOTRE PROJET

Chaque projet sera analysé au travers d'une grille de sélection multicritères, construite autour de 5 axes de notation. Il appartient donc à chaque candidat d'exposer en quoi le projet répond aux champs de critères de sélection définis pour chacun des axes de notation. Pour ce faire, il apportera des éléments explicatifs et justificatifs.

Certains critères n'ont pas vocation à s'appliquer à tous les projets. Il revient donc au candidat de remplir les cases qu'il juge pertinentes compte tenu des travaux qu'il se propose de mener. Pour que les points soient attribués, chaque critère doit être systématiquement argumenté et justifié par le demandeur. Les champs doivent être remplis de manière précise et concise afin de permettre l'appréciation la plus juste possible des critères de sélection.

AXE N°1 : RECRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE AGRICOLE

NB : Pour cet axe de notation, les éléments de réponse attendus pour chaque critère d'évaluation sont détaillés en page 3 de la notice d'utilisation. Il est vivement conseillé au candidat de s'y référer.

Structurer la filière de l'amont à l'aval	
<u>Développement d'une filière amont</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid #ccc;" type="text"/>
<u>Financement de matériel agricole</u>	
<u>Financement d'infrastructure adaptée</u>	
<u>Développement de la filière aval</u>	

Adapter la filière aux conditions pédoclimatiques et aux contraintes du territoire	
<u>Valoriser les terres à leur maximum de potentiel agronomique</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection
<u>Valoriser des terres avec des contraintes réglementaires</u>	<input type="checkbox"/>
<u>Protéger la culture contre les nuisibles du territoire</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection
<u>Adapter la culture au climat du territoire</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection
<u>Prise en compte de la pédologie du territoire</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection
Permettre une augmentation du prix du produit final	
<u>Montée en gamme du produit</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection
<u>Diversifier les débouchés de vente</u>	<input type="checkbox"/>
Endiguer la perte de terres agricoles	
<u>Recréation de foncier</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection
<u>Protection de foncier</u>	<input type="checkbox"/>
Accompagner une diminution des charges	
<u>Diminution des charges liées aux engins agricoles</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection

<u>Diminution des charges liées aux bâtiments</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
<u>Diminution du besoin d'intrant</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
Total	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <input type="text"/>

AXE N°2 : OPÉRATIONNALITÉ DU PROJET

Mise en œuvre du projet	
<u>Rapidité de mise en œuvre du projet de compensation</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
<u>Caractère innovant du projet de compensation</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
<u>Nombre et intérêt des intermédiaires requis pour la réalisation du projet de compensation</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
<u>Niveau d'expérience de la structure porteuse du projet de compensation</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
<u>Stabilité de la structure porteuse du projet de compensation</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>
<u>Pourcentage des fonds de la compensation collective agricole par rapport au coût total du projet</u>	<p>Cadre réservé à l'instruction</p> <p>Nombre de points par critère de sélection</p> <input type="text"/>

<u>La mesure bénéficie de subventions d'acteurs extérieurs</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Caractère déterminant de la part de financement de Air Liquide France Industrie dans la réalisation du projet</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
Maintien de la mesure dans la durée & Nécessité du projet	
<u>Complémentarité avec les principales productions/filières du territoire</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Incompatibilité avec les principales productions/filières du territoire</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Rentabilité du projet de compensation</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Durée de vie du projet de compensation</u> <input type="checkbox"/> - de 3 ans (CT) <input type="checkbox"/> De 3 à 7 ans (MT) <input type="checkbox"/> + de 7 ans (LT)	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Demande et concurrence</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Débouchés pour la production visée par le projet de compensation</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>
<u>Pérennisation d'une filière en recul sur le territoire par le projet de compensation</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="checkbox"/>

Impact du projet sur le travail des agriculteurs (risques et temps de travail)	
<u>Risques au travail</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Réduction du temps de travail à court ou long terme</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Total	Cadre réservé à l'instruction <input type="text"/>

AXE N°3 : INTÉRÊT DU PROJET POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES MEMBRES DE L'ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION

Economie du territoire	
<u>Création ou consolidation d'emplois AUTRES QUE AGRICOLES ET/OU PARA-AGRICOLES</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Création ou consolidation d'entreprises AUTRES QUE AGRICOLES ET/OU PARA-AGRICOLES</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Attractivité et vie locale	
<u>Impacts du projet de compensation sur le cadre de vie des habitants</u> <u>Bénéfices (ex : meilleur accès à de produits locaux ...) :</u> <u>Désagréments (ex : bruit, odeur ...) :</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Développement d'activités touristiques liées à la mise en place du projet (sportives, culturelles, loisirs...)</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Conformité du projet de compensation aux documents d'urbanisme (autorisation d'urbanisme accordée, conformité avec le règlement du document d'urbanisme) (voir Géoportail de l'Urbanisme)</u> https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>

<u>Ecologie - Essor d'un type d'agriculture générant des services favorables à l'environnement. Si oui, précisez :</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Bénéfices économiques pour les collectivités	
<u>En quoi le projet participe à la gestion et valorisation des déchets</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>En quoi le projet participe à l'entretien des infrastructures communes</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>En quoi le projet participe à la production de consommables locaux</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Total	Cadre réservé à l'instruction <input type="text"/>

AXE N°4 : INTÉRÊT DU PROJET POUR LA PROFESSION AGRICOLE

Part prévue de la profession agricole bénéficiaire du projet dans le périmètre A identifié dans l'étude préalable ou, en l'absence de périmètre A ou en l'absence de périmètre A défini sur mesure dans l'étude préalable, dans un rayon de 15 km depuis la ou les commune(s) du projet impactant	
<u>Nombre d'agriculteurs (siège social) concernés par le projet de compensation. (Nom + adresse + principales productions et localisation sur la carte ci-jointe au formulaire)</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>En quoi le projet présente-t-il un intérêt pour une ou plusieurs filières agricoles locales ?</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Projet régional ou interdépartemental structurant (bonus) (ex : projet d'abattoir pour bovins ...)</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>

<u>Nombre d'exploitant (siège social) en dehors du périmètre A ou du périmètre de 15 km précité</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Part prévue de la profession agricole bénéficiaire du projet dans l'ensemble des différents périmètres identifiés dans l'étude préalable (périmètre A + périmètre B + communes voisines à la commune impactée par le projet) ou, en l'absence de ces périmètres ou en l'absence de ces périmètres définis sur mesure dans l'étude préalable, dans les limites de l'EPCI concerné + un périmètre de 10 km depuis les contours de l'EPCI	
<u>Nombre d'agriculteurs (siège social) concernés par le projet de compensation (Nom + adresse + type d'exploitation et localisation sur la carte ci-jointe au formulaire)</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>En quoi le projet présente-t-il un intérêt pour une ou plusieurs filières agricoles locales ?</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Nombre d'exploitants (siège social) en dehors des périmètres A + B + communes voisines à la commune du projet impactant ou en dehors des périmètres de 10km et de 15 km précités</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Intérêt du projet de compensation pour la filière la plus impactée par le projet de Air Liquide France Industrie</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Économie agricole du territoire	
<u>Création ou consolidation d'emplois agricoles et/ou para-agricoles</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Création ou consolidation d'entreprises agricoles et/ou para-agricoles</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Total	Cadre réservé à l'instruction <input type="text"/>

AXE N°5 : INTÉRÊT DU PROJET POUR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Acceptabilité de la mesure	
<u>Concertation avec la population locale hors agricole</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Acceptabilité du projet par la population locale agricole</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Amélioration de l'image de Air Liquide France Industrie</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Visibilité du projet	
<u>Communication sur le projet :</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
<u>Communication via le projet :</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Réciprocité du projet	
<u>Plus-value apportée au projet initial de Air Liquide France Industrie</u>	Cadre réservé à l'instruction Nombre de points par critère de sélection <input type="text"/>
Total	Cadre réservé à l'instruction <input type="text"/>

SYNTHÈSE DES GRILLES (cette partie est réservée à l'administration)

AXE n°1 : Recréation de valeur ajoutée agricole	Cadre réservé à l'instruction <input type="checkbox"/>
AXE n°2 : Opérationnalité et faisabilité du projet	Cadre réservé à l'instruction <input type="checkbox"/>
AXE n°3 : Intérêt du projet pour les collectivités membres de l'association	Cadre réservé à l'instruction <input type="checkbox"/>
AXE n°4 : Intérêt du projet pour la profession agricole	Cadre réservé à l'instruction <input type="checkbox"/>
AXE n°5 : Intérêt du projet pour le maître d'ouvrage	Cadre réservé à l'instruction <input type="checkbox"/>
Total	Cadre réservé à l'instruction <input type="checkbox"/>

BUDGET GLOBAL PRÉVISIONNEL DU PROJET

Il est demandé de détailler les dépenses prévisionnelles pour chaque partenaire en remplissant le document Excel « Annexe_financière-AAP_GIP_CCA_Normandie ». Commencez par remplir l'annexe, puis reportez les montants globaux par partenaire, à l'identique, dans le tableau ci-dessous.

Organisme	Nom	Dépenses d'investissement ²	Frais d'intervention d'experts ou de chercheurs	Total	TTC ³	HT ²
Chef de file coordonnateur					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenaire 1					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenaire 2					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenaire 3					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenaire 4					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenaire 5					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Total					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

Le pourcentage d'aide publique (subventions, ...) total du projet de compensation ne doit pas dépasser 60 % du coût total du projet. Il doit inclure l'éventuelle contribution des fonds issus de la compensation collective agricole.

Il est également demandé de détailler le plan de financement prévisionnel pour chaque partenaire en remplissant le document Excel "Annexe_financière-AAP_GIP_CCA_Normandie".

	Financeurs	Montant en €
1	Air Liquide France Industrie - Compensation collective agricole	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
2	Financeurs publics (Etat, région, département) : (précisez).....	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
3	Financeurs privés : (précisez).....	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
4	Autre	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
5	Autofinancement	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
6	TOTAL général = coût du projet	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

Pourcentage d'aide publique total du projet de compensation : |_| % du coût total du projet.

² Se référer à la liste des postes de dépenses éligibles détaillées en page 5 du cahier des charges de l'appel à projets, et joindre un à trois devis par prestation envisagée. A titre exceptionnel, moins de trois devis pourront être présentés si le caractère innovant du projet et/ou l'absence d'entreprises concurrentes ne permet pas au candidat d'en fournir trois. Dans ce cas, le bénéficiaire doit motiver les raisons de cette difficulté.

³ Les demandeurs assujettis à la TVA devront présenter leur demande en € HT. Les demandeurs non assujettis devront présenter leur demande en € TTC. Les demandeurs assujettis partiellement devront présenter leur demande en € HT.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE (à compléter obligatoirement)

Chaque partenaire doit fournir les pièces mentionnées ci-dessous sous peine de non complétude de la demande globale.

		Chef de file coordonnateur		Partenaire 1		Partenaire 2		Partenaire 3		Partenaire 4		Partenaire 5	
Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	PJ	SO*	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par l'ensemble des partenaires	Tous les demandeurs	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	
L'annexe financière présentant le détail des dépenses prévisionnelles pour chacun des partenaires	Tous les demandeurs	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	
Annexe 1 complétée : Justification du respect des règles de la commande publique	Demandeurs soumis au marché public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Kbis de moins de six mois	Si le demandeur est une entreprise ou une société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	Si le demandeur est une association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, etc.) permettant la vérification des dépenses	Tous les demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives démontrant le respect de la commande publique (avis de publication de l'appel d'offre, ...)	Demandeurs soumis au marché public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Tous les demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts	Tous les demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le programme d'action et le plan de financement	Pour les organismes publics et les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité du responsable légal de la structure	Tous les demandeurs sauf collectivités et leurs groupements et établissements publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁴ *Sans objet

		Chef de file coordonnateur		Partenaire 1		Partenaire 2		Partenaire 3		Partenaire 4		Partenaire 5	
Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO	PJ	SO
Copies des demandes déposées auprès des autres financeurs publics, ou délibérations ou <u>décisions d'octroi</u> de subvention	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation des services fiscaux attestant du non assujettissement à la TVA	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Toute autre pièce permettant d'étayer les critères de sélection du projet	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Tout document modifié (statuts, RIB, ...) en cours de projet doit être à nouveau transmis au service instructeur au plus tard au moment du dépôt de la demande de paiement suivant cette modification.

DOCUMENT A FOURNIR SOIT AU MOMENT DE LA DEMANDE SOIT, AU PLUS TARD, AVANT LA DATE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DES FONDS SI VOTRE DOSSIER EST SELECTIONNÉ :

Convention de partenariat complétée et signée par l'ensemble des partenaires engagés dans le projet. Document téléchargeable sur le site de l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie (www.gip-cca-normandie.fr)	Pour tout demandeur	<input type="checkbox"/>
--	---------------------	--------------------------

ENGAGEMENTS DES DEMANDEURS :

Cocher toutes les cases :

Nous demandons à bénéficier d'une subvention dans le cadre d'un projet de compensation collective agricole.

Nous attestons sur l'honneur :

N'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres aides que celles indiquées sur le présent formulaire de demande de subvention ;

Avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice, notamment en ce qui concerne les points de contrôle et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;

L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes ;

Que les dépenses pour lesquelles nous sollicitons une subvention n'ont pas été engagées avant la date de dépôt du dossier de la demande ;

Ne pas faire l'objet d'une procédure collective (ex : redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'Etat ;

Respecter les règles de commande publique, pour les organismes soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Nous nous engageons, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A diffuser sur demande les résultats du projet,
- A informer l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie de toute modification de notre situation, de la raison sociale de l'une de nos structures, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès de nos structures aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que nous sollicitons pendant 10 années,
- A fournir à l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement prévisionnel,
- A respecter le pourcentage d'aide publique (subventions, ...) total du projet de compensation, fixé à 60% du coût total du projet (subvention éventuelle de la compensation collective agricole comprise),
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années, et de démontrer que l'aide accordée revient effectivement à l'émergence de projets collectifs agricoles, pleinement créateurs de valeur ajoutée agricole : factures acquittées par le(s) prestataire(s), documents comptables, relevés de compte bancaire, etc.

Nous sommes informés :

- Que si nous ne sommes pas à jour de nos cotisations au régime de protection sociale agricole, nous ne pourrions pas bénéficier de la présente subvention,
- Qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de nos engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature originale de chacun des représentants habilités des structures sollicitant une subvention, ainsi que cachet des structures :

Je m'engage à respecter l'ensemble des engagements du formulaire de demande de subvention ainsi que le plan de financement présenté, et demande une subvention pour le projet

Chef de file coordonnateur:

Nom, prénom et signature originale de chacun des représentants habilités des structures sollicitant une subvention, ainsi que cachet des structures :

Je m'engage à respecter l'ensemble des engagements du formulaire de demande de subvention ainsi que le plan de financement présenté, et demande une subvention pour le projet

Partenaire 1 :

Nom, prénom et signature originale de chacun des représentants habilités des structures sollicitant une subvention, ainsi que cachet des structures :

Je m'engage à respecter l'ensemble des engagements du formulaire de demande de subvention ainsi que le plan de financement présenté, et demande une subvention pour le projet

Partenaire 2 :

Nom, prénom et signature originale de chacun des représentants habilités des structures sollicitant une subvention, ainsi que cachet des structures :

Je m'engage à respecter l'ensemble des engagements du formulaire de demande de subvention ainsi que le plan de financement présenté, et demande une subvention pour le projet

Partenaire 3 :

"Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction et à la gestion des dossiers. Les destinataires des données sont les membres de l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie et Air Liquide France Industrie

En outre, vous : (rayer la mention inutile)

- autorisez/n'autorisez pas l'association de préfiguration du GIP CCA Normandie à citer votre projet pour son exemplarité dans le cadre d'une action de communication publique.

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

ANNEXE 1 AU FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

FORMULAIRE DE CONFIRMATION DU RESPECT DES REGLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Transmettez l'original au service instructeur avec votre demande d'aide et conservez un exemplaire

Cadre réservé à l'instruction :

N° de dossier :

Date de réception :

INFORMATIONS À L'ATTENTION DU SIGNATAIRE

Dans quel cas remplir ce formulaire ?

Ce formulaire doit être rempli et joint à la demande d'aide lorsque celle-ci est présentée par un pouvoir adjudicateur :

- Une personne morale de droit public : services de l'État et établissements publics, collectivités territoriales et établissements publics locaux ;
- Une personne morale de droit privé poursuivant une mission d'intérêt général et dont :
 - Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur,
 - Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur,
 - Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur.
- Une personne morale de droit privé dotée de la personnalité juridique, constituée par un pouvoir adjudicateur dans le but de réaliser certaines activités en commun.

Attention :
organismes qualifiés de droit public

Rappel de la réglementation

- Le respect des règles de la commande publique

A compter du 1^{er} avril 2016, la commande publique est soumise à de nouvelles règles résultant de la transposition en droit français des directives européennes 2014/24/UE et 2014/25/UE.

Les textes applicables sont l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les marchés publics dont la consultation a été engagée ou dont l'avis d'appel public à concurrence a été publié avant le 1^{er} avril 2016 demeurent soumis aux règles antérieures (code des marchés publics et ordonnance du 6 juin 2005).

Règles applicables aux achats d'un montant inférieur à 25 000 € HT :

Le seuil de dispense des formalités de publicité et de mise en concurrence est de 25 000 € HT. Sans préjudice de l'application de règles internes plus contraignantes, trois règles permettent au pouvoir adjudicateur d'effectuer son achat en bon gestionnaire, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique :

- Choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin,
- Respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics,
- Ne pas contracter systématiquement avec le même fournisseur ou prestataire, s'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

- Le calcul de la valeur estimée du besoin (computation des seuils)

Afin de déterminer la procédure de marché à appliquer en fonction des seuils réglementaires, il convient d'estimer la valeur totale du besoin, en prenant en compte la valeur totale des travaux, fournitures ou services considérés comme homogènes et poursuivant la même finalité (articles 20 à 23 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Le fait de scinder artificiellement les achats dans le but de se soustraire aux seuils réglementaires des marchés publics constitue une irrégularité pouvant entraîner la déchéance totale de la subvention.

- Le commencement d'exécution de l'opération

L'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 précise les règles particulières applicables aux opérations d'investissement :

- En ce qui concerne les opérations relevant de l'article 42 du TFUE, seules les dépenses effectuées après le dépôt d'une demande de subvention sont éligibles ;
- En ce qui concerne les opérations hors champ de l'article 42, les règles spécifiques relatives aux aides d'État s'appliquent. Ces règles imposent le dépôt d'une demande de subvention avant le commencement d'exécution ou début des travaux d'une opération.

La date de commencement d'exécution d'une opération correspond à la date du premier acte juridique passé pour la réalisation du projet. Un marché public est un acte juridique passé pour réaliser le projet. Aucun marché public passé pour la réalisation d'une opération faisant l'objet d'une demande d'aide ne peut donc débiter avant la date à partir de laquelle le commencement d'exécution de l'opération est autorisé.

Concernant le commencement d'exécution de l'opération, la date à prendre en compte pour vérifier que le marché n'a pas commencé avant la date de commencement d'exécution est **la date d'effet de la tranche du marché public qui concerne la présente opération**. Si un marché n'a pas de lien direct avec la présente opération, il n'est pas à prendre en compte.

NB : Les études préalables, lorsqu'elles répondent aux critères d'une étude de faisabilité (étude technique, commerciale, économique, juridique ou d'organisation, qui s'attache à vérifier que le projet sera techniquement faisable et économiquement viable) correspondent à la définition de la réglementation des aides d'Etat et ne constituent pas un commencement d'exécution.

En application du décret n°2015-1163 du 17 septembre 2015 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics, les marchés d'un montant supérieur à 25 000 € HT sont notifiés avant tout commencement d'exécution.

Pour les marchés passés selon une procédure formalisée, la notification consiste en un envoi d'une copie du marché signé au titulaire. La date de notification est la date de réception de cette copie par le titulaire.

Pour les marchés passés selon une procédure adaptée, aucun formalisme n'est prescrit. La réception par le titulaire d'une lettre de commande, d'un contrat signé, ou encore d'un devis signé, peut valoir notification du marché.

Cas particuliers :

- Marché à tranches conditionnelles : le commencement d'exécution correspondra à la date de décision d'affermissement de la tranche correspondant à la présente opération.
- Marché à bons de commande : le commencement d'exécution correspondra à la date de la notification du premier bon de commande concernant la présente opération.
- Accords-cadres et marchés subséquents : la date d'effet sera la date de notification du marché subséquent.
- Marché de maîtrise d'œuvre : les marchés de maîtrise d'œuvre concernent la réalisation d'éléments de conception et d'assistance. Une partie des tâches de la maîtrise d'œuvre peut correspondre aux études préalables prévues dans le décret n°2009-1452. Le marché de maîtrise d'œuvre ne constitue donc pas un commencement d'exécution pour la présente opération.

Sanctions éventuelles

En cas de non-respect d'une ou plusieurs règles de passation des marchés publics pour la réalisation de l'opération subventionnée par Air Liquide France Industrie, une décision de déchéance totale de l'aide pourra être prise.

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE ET DE SON REPRÉSENTANT LÉGAL

N° de SIRET :		<i>Obligatoire pour les personnes morales</i>
Votre statut juridique (<i>exploitation individuelle, GAEC, EARL, SCEA, SARL, SA, SCI, établissement public, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, prestataires privés, autres...</i>) :		
Votre raison sociale :		
Votre appellation commerciale (<i>le cas échéant</i>) :		
NOM – Prénom du représentant légal :		
Fonction du représentant légal (<i>maire, président...</i>) :		

IDENTIFICATION DE L'OPÉRATION FAISANT L'OBJET DE LA DEMANDE D'AIDE

Type d'opération * :		Intitulé de l'opération :	
----------------------	--	---------------------------	--

* Reprendre le numéro du type d'opération mentionné sur le formulaire de demande d'aide

ENGAGEMENTS DU REPRÉSENTANT LÉGAL (VEUILLEZ COCHER LES CASES NECESSAIRES)

Je suis informé(e) que la date de commencement du marché public constitue un commencement d'exécution de la présente opération et qu'à ce titre, **la date du commencement du marché public doit être postérieure à la date autorisée pour le commencement de la présente opération**, telle que définie dans la notice explicative du dispositif d'aide dans le cadre duquel je dépose une demande d'aide. **A défaut, les dépenses antérieures à la date autorisée seront considérées comme inéligibles.**

Je certifie sur l'honneur (*cocher la case correspondant à la situation de votre structure*) :

que la structure dont je suis le représentant légal n'est pas soumise aux règles de la commande publique pour l'opération identifiée ci-dessus pour laquelle j'ai demandé une subvention, et ce pour le motif suivant :

que la valeur totale du besoin a été estimée en respectant la règle de computation des seuils.

Je m'engage à respecter les règles de passation des marchés publics pour l'opération identifiée ci-dessus pour laquelle j'ai demandé une subvention. Ce(s) marché(s) sont décrits dans le(s) tableau(x) ci-dessous :

DESCRIPTION DES MARCHES PRÉVUES POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION

(Veuillez cocher les cases nécessaires ; si l'opération fait l'objet de plus de deux marchés, veuillez remplir plusieurs exemplaires de ce formulaire)

Objet du marché n°1:			
Montant du besoin estimé :			
Procédure :	<input type="checkbox"/> Dispense	<input type="checkbox"/> Adaptée	<input type="checkbox"/> Formalisée
Type de marché :	<input type="checkbox"/> Travaux	<input type="checkbox"/> Fournitures ou services	
	<input type="checkbox"/> Accord-cadre <input type="checkbox"/> Marché à bons de commande <input type="checkbox"/> Marché à tranches conditionnelles <input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :		
Publicité :	<input type="checkbox"/> Publicité non obligatoire <input type="checkbox"/> BOAMP <input type="checkbox"/> Journal d'annonces Légales (JAL) <input type="checkbox"/> Profil acheteur <input type="checkbox"/> Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) <input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :		
Observations :			

Objet du marché n°2 :			
Montant du besoin estimé :			
Procédure :	<input type="checkbox"/> Dispense	<input type="checkbox"/> Adaptée	<input type="checkbox"/> Formalisée
Type de marché :	<input type="checkbox"/> Travaux	<input type="checkbox"/> Fournitures ou services	
	<input type="checkbox"/> Accord-cadre <input type="checkbox"/> Marché à bons de commande <input type="checkbox"/> Marché à tranches conditionnelles <input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :		
Publicité :	<input type="checkbox"/> Publicité non obligatoire <input type="checkbox"/> BOAMP <input type="checkbox"/> Journal d'annonces Légales (JAL) <input type="checkbox"/> Profil acheteur <input type="checkbox"/> Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) <input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :		
Observations :			

Certifié exact et sincère le :	
NOM, Prénom, qualité du représentant légal de la structure :	Signature du demandeur :